

N^o

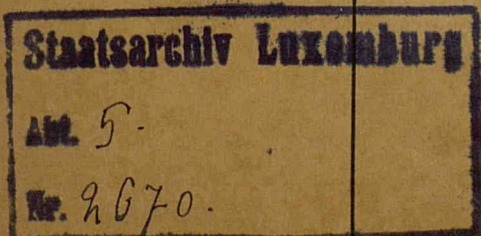
CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

*Proposition de loi
tendant à mettre à charge de l'Etat
l'entretien du pont sur la Moselle
à Remich, avec la voie qui y donne accès.*

1911/12.

*M. Thoen
Ch. Pichard
Fischer*

64



Gouvernement.

Luxembourg, le 5 Mai 1911.

Affaires Etrangères.

1707

Monsieur Le Ministre d'Etat

Me conformant à une résolution prise
par la Chambre des Représentants
hier, j'ai l'honneur de vous adresser
à l'avis du Conseil d'Etat une proposition
de loi d'initiative de M. le député Faber
tendant à mettre à charge de l'Etat
l'indemnité surpourt sur les fusils
à percussion avec la voie qui y donne accès,
proposition qui a été prise en considération
par l'Assemblée.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Reçu

Monsieur Le Président
du Conseil d'Etat

[Faint, illegible handwriting at the top of the page]

[Faint, illegible handwriting in the upper middle section]

[Large block of faint, illegible handwriting in the center of the page]

[Faint, illegible handwriting in the lower middle section]

[Handwritten notes on the right margin, partially cut off]
à la
le
Com
était déjà
annoncé

Proposition de Loi

tendant à mettre à charge de l'Etat l'entretien du pont sur la Moselle à Remich, avec la voie d'accès

*à la suite de la lettre du 10/11/11
la commission a été chargée
de l'examen*

Avis du Conseil d'Etat

*était déjà aux
annexes.*

Monsieur le Ministre d'Etat, Président du gouvernement a communiqué au Conseil d'Etat une proposition de loi tendant à mettre à charge de l'Etat l'entretien du pont de Remich, avec la voie d'accès.

Dans sa séance du 5 Mai 1911 la Chambre des députés a renvoyé aux délibérations du Conseil d'Etat cette proposition de loi due à l'initiative *parlementaire* privée.

Par la loi du 3 Juillet 1897 la chambre a voulu mettre une fois pour toute une fin aux sollicitations nombreuses surgissant de tous les coins du pays à l'effet de faire reprendre par l'Etat l'entretien et le redressement de chemins vicinaux. - La commission des treize, nommés en 1897 par la chambre des députés pour désigner les chemins à reprendre par l'Etat, s'est appliquée ~~sa~~ surtout ~~(à en)~~ faire une répartition juste et équitable entre tous les cantons et la liste des chemins et rues à entretenir par l'Etat, telle quelle se trouve dans le texte de la loi de 1897 est le résultat des travaux et transactions de cette commission, dans laquelle tous les cantons ont été représentés.

Par la proposition soumise au Conseil d'Etat on veut mettre de nouveau à la charge de l'Etat l'entretien d'un chemin vicinal; par l'adoption de cette loi on créerait un précédent fâcheux.

Dans sa séance du 19 Juillet 1912 la chambre des députés a passé à l'ordre du jour sur une délibération du conseil communal de Remerschen, par laquelle on sollicitait la reprise par l'Etat du pont sur la Moselle à Schengen. A l'appui de la proposition ~~de la~~ ~~proposition~~ de la commission des pétitions le rapporteur dit:

"A différentes reprises la chambre a décidé qu'il ne saurait y avoir lieu de reprendre isolément tel ou tel chemin, mais que si une reprise devait se faire, elle ne pourra avoir lieu que par

une reprise devant se faire, elle ne pourra avoir lieu que par
 avoir lieu de reprendre isolément tel ou tel chemin, mais que si
 "A différentes reprises la chambre a décidé qu'il ne saurait y
~~proposition~~ de la commission des délégués le rapporteur dit :
 pont sur la Moselle à Schengen. A l'appui de la proposition on
 remercie par laquelle on sollicitait la reprise par l'Etat du
 à l'ordre du jour sur une délibération du conseil communal de
 Dans sa séance du 19 Juillet 1912 la chambre des députés a passé
 par l'adoption de cette loi on créait un précédent fâcheux.
 nouveau à la charge de l'Etat l'entretien d'un chemin vicinal ;
 Par la proposition soumise au Conseil d'Etat on veut mettre de
 laquelle tous les cantons ont été représentés.
 le résultat des travaux et transactions de cette commission dans
 Etat, telle quelle se trouve dans le texte de la loi de 1897 est
 les cantons et la liste des chemins et rues à entretenir par l'
 surtout ~~la~~ faire une répartition juste et équitable entre tous
 désigner les chemins à reprendre par l'Etat, s'est appliquée
 tion des treize nommés en 1897 par la chambre des députés pour
 l'entretien et le redressement de chemins vicinaux. — La commis-
 sous les coins du pays à l'effet de faire reprendre par l'Etat
 pour toute une fin aux sollicitations nombreuses survenant de
 Par la loi du 3 Juillet 1897 la chambre a voulu mettre une fois
 être à l'initiative privée.
 aux délibérations du Conseil d'Etat cette proposition de loi a
 dans sa séance du 2 Mai 1911 la Chambre des députés a renvoyé
 d'accès.
 charge de l'Etat l'entretien du pont de Remich avec la voie
 que au Conseil d'Etat une proposition de loi tendant à mettre à
 Monsieur le Ministre d'Etat, Président du gouvernement a commu-

Avis du Conseil d'Etat

Proposition de loi

tendant à mettre à charge de l'Etat l'entretien du pont sur la
 Moselle à Remich, avec la voie d'accès

Luxembourg, le 12 avril 1912.

Travaux Publics.

N° 491.

ANNEXES.

A Monsieur le Président de la Chambre
des Députés, E / V .

Par sa pétition en date du 5 février dernier, le conseil communal de Remerschen sollicite la reprise par l'Etat du pont établi sur la Moselle à Schengen.

En vous renvoyant ci-incluse cette pétition j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'à mon avis, il serait prématuré de procéder en ce moment à une nouvelle reprise générale de chemins vicinaux et que la reprise isolée de l'un ou de l'autre chemin ou ouvrage d'art dans un canton du pays ne manquerait pas de susciter un mécontentement général.

Dans ces conditions j'estime que la pétition présentée n'est pas susceptible, pour le moment, de recevoir d'autres suites.

Le Directeur général des travaux publics,
(s.) Ch. de Waha.

Session 1891-1892

N. 181

ANNUAIRE

A. LUXEMBOURG

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

ANNUAIRE

mesure générale et après une étude complète à faire en vue des ex
des exigences de la justice distributive."

Contrairement à ce que l'auteur de la proposition de loi semble
vouloir affirmer, la ville de Remich a fait une très bonne affaire
avec ~~un~~^{l'}emprunt de 200000 francs, qu'elle a dû contracter lors de
la construction du pont vers 1866. La ville de Remich a fait la
conversion de cet emprunt vers 1902 et à cette époque ^{dette} cette ne
pouvait plus être de 200000 francs; pendant les 30 à 36 années ée
écoulées à l'époque de la conversion, une bonne partie de cette dette
sinon la plus grande partie ~~à~~ dû être amortie, d'autant plus que
le péage encaissé par la ville était supérieure à l'annuité. Les
200000 francs contractés vers 1902 sont à tort porté au débit du p
pont; l'annuité de 8625 francs que la ville de Remich doit payer
jusqu'en 1952 ne peut par conséquent pas être imputée ~~entièrement~~
au pont.

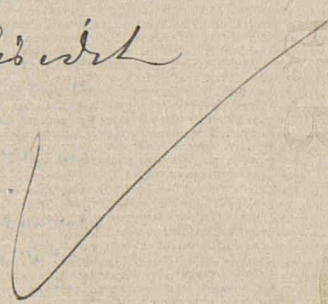
La moyenne ~~du péage annuelle~~ du péage du péage des cinq années
de 1907 à 1911 est de 15680 francs; une telle somme suffirait pour
amortir un capital de 200000 francs en 25 années.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le moment n'est pas encore venue de
rouvrir l'ère de reprise partielle ou globale de chemins vicinaux
et se prononce contre cette proposition de loi .

Comité d'Etat en session plénière le 27 octobre 1912

Le Président

Le Secrétaire



mesure générale et après une étude complète à faire en vue des ex

des exigences de la justice distributive."

Contrairement à ce que l'auteur de la proposition de loi semble
vouloir affirmer, la ville de Remich a fait une très bonne affaire
avec l'emprunt de 200000 francs qu'elle a dû contracter lors de
la construction du pont vers 1866. La ville de Remich a fait la
conversion de cet emprunt vers 1902 et à cette époque cette ne
pouvait plus être de 200000 francs; pendant les 30 à 35 années écoulées à l'époque de la conversion une bonne partie de cette dette
sinon la plus grande partie à être amortie, d'autant plus que
le poids encaissé par la ville était supérieur à l'annuité. Les
200000 francs contractés vers 1902 sont à fort porté au débit du
pont; l'annuité de 8632 francs que la ville de Remich doit payer
jusqu'en 1952 ne peut par conséquent pas être imputée entièrement
au pont.

La moyenne ~~de la dette annuelle~~ du poids de la dette des années
de 1907 à 1911 est de 15680 francs; une telle somme suffirait pour
amortir un capital de 200000 francs en 35 années.
Le Conseil d'Etat est d'avis que le moment n'est pas encore venu de
ouvrir l'ère de reprises partielles ou globales de chemins vicinaux
et se prononce contre cette proposition de loi.

[Faint handwritten notes and signatures in the lower half of the page, including a large signature that appears to read "G. J. J. J."]

